

**PROCÈS-VERBAL**  
**CONSEIL MUNICIPAL du**  
**12 NOVEMBRE 2024**

L'an deux mille vingt-quatre, le douze novembre à dix-neuf heures trente minutes,  
Le Conseil Municipal de la commune de LES CHAMPS GERAUX, était assemblé en session ordinaire, à la mairie, après convocation légale, sous la présidence de Mme Sandrine JUHEL, Maire.

Présents : Sandrine JUHEL, Denis GOUPIL, Isabelle RICHEUX, Caroline HAYCOX, Frédéric PÉRON, Frédéric BEAUCHAMP, Christophe PACE, Pascal L'HERMITTE, Brigitte PETITPAS, Virginie HENNOTE, Anne THIBAULT, Cédric GORIN

Absents excusés : Marie MALLET, Céline BUCAILLE

Pouvoir :

Secrétaire de séance : Isabelle RICHEUX

Nombre de conseillers : en exercice : 14                      présents : 12                      votants : 12

**Approbation du procès-verbal de la séance précédente**

Mme le Maire soumet, à l'approbation du conseil municipal, le procès-verbal de la séance du 15 octobre 2024.

**Décision : N'ayant pas de remarque particulière, l'assemblée délibérante adopte à avec 10 voix le procès-verbal de la séance du 15 octobre 2024.**

**➤ 1 : PERSONNEL**

**a) Modification du tableau des effectifs au 1<sup>er</sup> novembre 2024**

**Rapporteur** : Sandrine JUHEL

Mme le Maire informe le conseil municipal qu'il y a lieu de modifier la délibération 2024-09-01.  
En effet, l'agent ayant réussi son examen professionnel ne pourra bénéficier de son avancement de grade qu'au mois de juin l'année prochaine.

*Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code général de la fonction publique, notamment son article L.313-1,*

Le Maire précise que les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services (création-suppression-modification de la durée hebdomadaire d'un poste).

En cas de suppression de poste ou modification de la durée hebdomadaire (modification supérieure à 10% ou passage d'un temps complet à un temps non-complet ou impactant l'affiliation à la CNRACL), la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Technique.

Il convient de modifier le tableau des effectifs,

<b>Tableau des effectifs au 01/11/2024</b>				
<b>Grade</b>	<b>Catégorie</b>	<b>Poste</b>	<b>DHS</b>	
<b>Adjoint Technique</b>	<b>C</b>	<b>Polyvalent voirie - espaces verts</b>	<b>TC</b>	<b>2</b>
Adjoint Technique	C	Polyvalent voirie - école	30H	1
Adjoint Technique Principal 2 <sup>ème</sup> classe	C	Responsable "restaurant scolaire"	TC	1
Adjoint Technique	C	assistante des enseignants dans la classe de maternelle et du ménage	TC	1
Adjoint Technique Principal 2 <sup>ème</sup> classe	C	Fonction ATSEM	33H40	1
Adjoint Technique Principal 2 <sup>ème</sup> classe	C	Surveillance de garderie	29H15	1
Adjoint Technique Principal 2 <sup>ème</sup> classe	C	Nettoyage des salles	TC	1
<b>Adjoint Administratif Principal 2<sup>ème</sup> classe</b>	<b>C</b>	<b>Secrétaire de mairie</b>	<b>TC</b>	<b>1</b>

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide avec 10 voix de :

- Modifier le tableau des effectifs à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2024
- D'inscrire au budget les crédits correspondants

## ➤ 2 : FINANCES

### a) Décision modificative n°2

Rapporteur : Sandrine JUHEL

Mme le Maire informe le conseil municipal qu'une décision modificative est nécessaire afin d'alimenter le chapitre 12 en fonctionnement.

Libellé	Dépenses	Recettes
6218 : Autre personnel extérieur	+3 500.00€	
6413 : Personnel non titulaire	+8 000.00€	
6450 : Charges de sécurité sociale et de prévoyance	+ 3 500.00€	
73123 : Taxe communale additionnelle aux droits de mutation ou à la publicité foncière		+ 15 000.00€
<b>TOTAL</b>	<b>+15 000.00€</b>	<b>+15 000.00€</b>

**Décision :**

**Avec 10 voix, le conseil municipal approuve la décision modificative n°2 précitée.**

Arrivée de Frédéric PÉRON à 19h45

### b) Surveillance obligatoire de la qualité de l'air intérieur pour les ERP

Rapporteur : Christophe PACE

Le 4e Plan national santé environnement (2021-2025) « Un environnement, une santé » a défini le cadre d'une révision de la réglementation de surveillance de la qualité de l'air intérieur dans les ERP.

Le dispositif réglementaire encadrant la surveillance de la qualité de l'air intérieur dans ces établissements comporte :

- Une évaluation annuelle des moyens d'aération des bâtiments incluant notamment la mesure à lecture directe de la concentration en CO2 de l'air intérieur ;
- Un autodiagnostic de la QAI au moins tous les quatre ans ;
- Une campagne de mesures de polluants réglementés réalisée à chaque étape clé de la vie des bâtiments (par un organisme accrédité) ;
- Un plan d'actions prenant en compte l'évaluation annuelle des moyens d'aération, l'autodiagnostic et la campagne de mesures précitées.

Les établissements soumis à ce dispositif de surveillance réglementaire depuis le 1er janvier 2023 sont ceux accueillant des enfants :

- Les établissements d'accueil collectif d'enfants de moins de 6 ans (crèches, haltes-garderies, etc.) ;
- Les établissements d'enseignement ou de formation professionnelle du premier et du second degrés (écoles maternelles, écoles élémentaires, collèges, lycées d'enseignement général, technologique ou professionnel) ;
- Les centres de loisirs.

Les enfants peuvent en effet être exposés dans les écoles et les lieux d'accueil à plusieurs polluants émis par le mobilier, les produits d'entretien et les fournitures scolaires. Les concentrations en polluants mesurées dans l'air des écoles peuvent être parfois plus élevées que dans d'autres lieux de vie, du fait aussi de la densité d'occupation des locaux et d'un renouvellement de l'air souvent insuffisant.

M. Christophe PACE a donc sollicité la société IGIENAIR Bretagne de Ploufragan afin d'établir un devis pour les locaux scolaires de la commune (3 classes et la garderie).

Il en résulte ce qui suit :

	<b>Fréquence</b>	<b>HT</b>	<b>TVA</b>	<b>TTC</b>
2024 – Audit quadriennal	1	495.00€	99.00€	594.00€
2025 – Audit annuel	1	450.00€	90.00€	540.00€
2026 – Audit annuel	1	450.00€	90.00€	540.00€
2027 – Audit annuel	1	450.00€	90.00€	540.00€
<b>TOTAL</b>		<b>1 845.00€</b>	<b>369.00€</b>	<b>2 214.00€</b>

**Décision :**

**Avec 11 voix, l'assemblée délibérante valide le devis de la société IGIENAIR Bretagne de Ploufragan aux conditions précitées et autorise Mme le Maire à le signer.**

Arrivée de Anne THIBAUT à 20h06

### ➤ **3 : BÂTIMENTS COMMUNAUX**

## **a) Téléphonie : Étude de couverture WIFI pour les bâtiments « mairie / école »**

**Rapporteur :** Sandrine JUHEL

Mme le Maire informe le conseil municipal qu'une étude pour la téléphonie est en cours auprès de l'opérateur ORANGE afin de revoir les contrats existants, prévoir le déploiement de la fibre notamment sur les bâtiments « mairie / école ».

Afin de répondre à notre demande, un technicien de chez Orange s'est rendu sur site afin de valider le positionnement des bornes WIFI dans les bâtiments suivants : mairie, école et salles communales.

L'étude couverture WIFI a été transmise aux élus pour information.

### **➤ 4 : Ecole**

- Pas de dossier en cours

### **➤ 5 : Divers**

#### **a) Création SPL Dinan-Cap Fréhel Tourisme**

**Rapporteur :** Isabelle RICHEUX

La compétence tourisme est aujourd'hui détenue entre Dinan Agglomération et les communes : Dinan Agglomération est compétente pour la promotion du tourisme, les communes en matière de gestion d'équipements, d'animations.

Depuis 2017, avec la Loi NOTRe, Dinan Agglomération exerce sa compétence via l'Office de tourisme communautaire (association Loi 1901) Dinan-Cap Fréhel Tourisme pour le volet promotion, et en régie via le service tourisme de Dinan Agglomération pour le volet aménagement et développement (ingénierie) touristique.

Un diagnostic de l'exercice de cette compétence réalisé dans le cadre de la réflexion sur son mode de gestion a fait apparaître que le statut d'association ne permet plus la mise en œuvre des missions de l'office de façon sécurisée.

Il est également ressorti du diagnostic, un besoin de lisibilité financière, de coordination des actions en matière touristique tout en devant garantir la présence des communes dans la gouvernance et l'association étroite des socio-professionnels et des partenaires aux activités.

Après examen des différentes solutions et structures alternatives, le choix s'est porté sur la constitution d'une société publique locale (SPL) afin d'assurer :

- une gouvernance associant l'EPCI et les communes classées Stations ou Commune Touristique,
- une ouverture possible pour intégrer d'autres collectivités territoriales actrices de l'économie touristique,
- une implication tout aussi forte des socio-professionnels via la constitution d'un Comité des socio-professionnels les associant à l'activité de la SPL et la possible présence aux réunions du conseil d'administration d'un représentant avec voix consultative,
- une structure en capacité de construire des offres et de gérer à la fois la promotion et potentiellement des équipements structurants dans les domaines du tourisme, de la culture et des loisirs.

Définie par l'article L.1531-1 du code général des collectivités territoriales, la SPL est une société commerciale, dont le régime juridique est proche de celui de la société d'économie mixte locale, mais qui présente pour particularités :

- D'avoir un actionariat exclusivement composé de collectivités locales et/ou de leurs groupements,
- De disposer d'un organe de décision (Conseil d'Administration) composé des représentants des actionnaires publics exercent un plein contrôle de la SPL comme s'il s'agissait de leur propre service (contrôle dit « contrôle analogue ») : 18 sièges maximum
- De ne pouvoir agir que dans le cadre des compétences des actionnaires et sur leur territoire,
- De pouvoir passer des contrats « ni house », c'est-à-dire sans publicité ni mise en concurrence, avec les actionnaires (ex : pour réaliser des études)
- D'avoir, notamment, pour objet l'exploitation de services publics à caractère industriel, commercial ou toutes autres activités d'intérêt général.

La société agissant exclusivement pour le compte de tout ou partie de ses actionnaires et sur leur territoire, a pour objet de promouvoir et développer l'offre et l'attractivité touristique. Elle pourra à ce titre

- Réaliser et exécuter, notamment, des études et missions répondant aux besoins du développement et de la promotion du tourisme, de son organisation, des besoins d'animation du territoire de ses actionnaires,
- Exercer les missions d'office(s) de tourisme, incluant l'ensemble des missions définies par l'article L. 133-3 du Code du tourisme ou tout autre texte le complétant ou s'y substituant, en lien avec les partenaires économiques et institutionnels du secteur, telles que :
  - assurer l'accueil et l'information des touristes,
  - assurer la promotion touristique en lien avec les acteurs du secteur,
  - contribuer à coordonner les partenaires du développement touristique local,
  - participer à l'élaboration/élaborer et mettre en œuvre la politique locale du tourisme et des programmes locaux de développement touristique,
- Commercialiser des prestations de services touristiques dans les conditions prévues au chapitre unique du titre Ier du livre I du Code du tourisme relatif au régime de la vente de voyages et de séjours,
- Assurer l'étude, la gestion, la commercialisation et l'exploitation de tout équipement touristique, culturel et/ou de loisirs,
- Concevoir et/ou mettre en œuvre des animations, loisirs, fêtes et manifestations touristiques, culturelles et/ou de loisirs,
- Commercialiser des produits touristiques,
- Mettre en œuvre des actions de sensibilisation des touristes et des acteurs du tourisme en matière de protection de l'environnement en cohérence avec les actions réalisées par les actionnaires,
- Être consultée sur des projets d'équipements collectifs touristiques.

Et, plus généralement, la société pourra accomplir toutes les opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, mobilières ou immobilières, présentant un intérêt général pour les actionnaires, qui peuvent se rattacher directement ou indirectement à l'objet social.

La SPL Dinan-Cap Fréhel tourisme a ainsi pour vocation à réunir les missions d'Office de tourisme et celles du service tourisme de Dinan Agglomération dont les salariés et agents intégreront la SPL pour ne former qu'une seule et même équipe.

Comme depuis 2017, Dinan Agglomération donnera les moyens financiers à la SPL pour assurer le financement des missions correspondant à celles de l'Office de Tourisme et celle du service tourisme en renforçant néanmoins une fonction support essentielle dans une SPL et aujourd'hui fragile au sein de l'Office de Tourisme (fonction finances, juridique et commande publique).

En complément des moyens de fonctionnement de la SPL, Dinan Agglomération restant titulaire de sa compétence tourisme, elle lui confiera annuellement selon les arbitrages budgétaires, la mise en œuvre des actions de sa stratégie touristique et de celle de la Destination régionale.

Le capital de la SPL a été fixé à 450 000 € réparti en 900 actions d'une valeur nominale de 500€.

La Gouvernance a été définie autour d'un Président Directeur Général (élu), d'un Conseil d'Administration (CA), d'une Assemblée Générale, régis par des statuts (projet ci-joint) et d'un pacte d'actionnaires visant notamment à organiser les relations financières entre les actionnaires. Celui-ci sera établi par les actionnaires et reprendra à minima les éléments constitutifs de la création de la SPL travaillés par le Copil (gestion des déficits, exercice du contrôle analogue...)

Le Conseil d'Administration sera composé de :

- 13 administrateurs à voix décisionnaires représentant les actionnaires (Dinan Agglomération, les 4 communes classées touristiques et potentiellement les 61 autres communes représentées dans une Assemblée Spéciale)

Le nombre de sièges au conseil d'administration ne permettant pas d'assurer la représentation directe de l'ensemble des communes actionnaires, celles ayant une participation réduite au capital et ne bénéficiant donc pas de cette représentation directe seront réunis dans une Assemblée Spéciale (potentiellement 61 communes). Ces communes désigneront leur représentant commun pour siéger au CA.

- un comité des Socio-professionnels et un Comité des partenaires (cf Comité d'Études dans les statuts) désignant chacun leur(s) représentant(s) à voix consultative.

La répartition du capital et des administrateurs est proposée comme suit :

- Dinan Agglomération à hauteur de 307 500 €, représentant 615 actions : 8 sièges
- La commune de Dinan à hauteur de 28 000 €, représentant 56 actions : 1 siège
- La commune de Saint-Cast-Le-Guildo à hauteur de 28 000 €, représentant 56 actions : 1 siège
- La commune de Fréhel à hauteur de 28 000 €, représentant 56 actions : 1 siège
- La commune de Plévenon à hauteur de 28 000 €, représentant 56 actions : 1 siège
- Les 61 autres communes (max) membres de l'assemblée spéciale à hauteur de 30 500 € représentant 61 actions : 1 siège (1 commune = 1 action = 1 voix dans l'Assemblée Spéciale)

Le total des sièges au conseil d'administration sera donc de 13.

Le contrôle des actionnaires sur la SPL sera assuré à la fois par la présence de leurs représentants au Conseil d'Administration, mais également par les dispositifs légaux et statutaires conférant des prérogatives de contrôle et d'information aux actionnaires, complétés par les clauses des futures conventions conclues avec la SPL.

En complément des communes classées touristiques, toutes les communes de Dinan Agglomération peuvent ainsi entrer dans la SPL via l'achat d'une action et pourront ainsi lui confier des missions dans l'accompagnement de leurs projets. Une consultation auprès des 65 communes est organisée du 1er novembre au 15 décembre à cet effet.

Dans l'hypothèse où une ou plusieurs des 61 autres communes déciderait de ne pas entrer au capital de la SPL, Dinan Agglomération se porterait acquéreur des actions correspondantes, afin que l'ensemble du capital social soit souscrit à la création de la société, comme exigé par le code de commerce.

Dinan Agglomération est ainsi susceptible de souscrire un maximum de 676 actions

(615 + 61) pour un montant total de 338 000 €, dont elle pourra revendre une partie aux communes qui voudraient intégrer ultérieurement la SPL

A l'issue de la consultation des communes, le Conseil Communautaire sera donc amené, début 2025, à approuver la composition définitive de l'actionnariat, à se prononcer sur la mise en place du contrat confiant les missions d'office de tourisme et d'ingénierie touristique à la SPL puis il sera procédé à la consolidation du pacte d'actionnaires et aux formalités légales nécessaires pour l'immatriculation de la SPL et la réunion du 1er Conseil d'Administration.

La présente délibération propose donc l'entrée de la commune au capital de la SPL Dinan-Cap Fréhel tourisme pour une souscription de 1 action d'une valeur unitaire de 500 €, sachant que la commune sera représentée au sein de l'assemblée spéciale qui désignera son représentant au conseil d'administration.

*Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 1531-1 établissant le régime des sociétés publiques locales, ainsi que ses articles L. 1521-1 et suivants,*

*Vu le code de commerce,*

*Vu le code du tourisme et notamment les dispositions des articles L. 133-1 et suivants et R.133- 1 et suivants régissant les offices de tourisme,*

*Vu les projets de statuts,*

*Vu la délibération n° CA-2024-116 du conseil communautaire du 28 octobre 2024 sur la création d'une SPL dans le domaine du tourisme,*

Considérant les motifs exposés ci-dessus,

**Après en avoir délibéré, avec 11 voix pour, 1 abstention (Anne THIBAUT), le Conseil municipal :**

- **Approuve la souscription de la commune au capital de la Société Publique Locale Dinan-Cap Fréhel Tourisme à hauteur de 1 action d'une valeur nominale de 500 euros, pour un montant total de 500 euros ;**
- **Approuve le versement de la totalité de la souscription, soit 500 €, à la constitution de la société sur le compte séquestre ouvert à cet effet dans un établissement bancaire. Cette somme sera prélevée sur le compte de la commune de Les Champs-Géraux ;**
- **Approuve le projet de statuts de la Société Publique Locale tel que joints en annexe à la présente délibération et autoriser le maire à les signer ;**
- **Approuve la composition du Conseil d'Administration, le projet de répartition du capital et des administrateurs tels que décrit ci-dessus.**

**Le Conseil Municipal acte que les 65 communes de Dinan Agglomération vont être consultées pour leur entrée à l'actionnariat de la SPL dans les conditions décrites ci-dessus. La composition du capital, du Conseil d'Administration et plus particulièrement de l'Assemblée Spéciale sera ainsi consolidée à l'issue de cette consultation.**

- **Approuve le principe d'une direction assurée par un élu cumulant les fonctions de Président et de Directeur Général (PDG), qui sera élu par le Conseil d'Administration lorsque les collectivités actionnaires auront désigné l'ensemble de leurs représentants,**
- **Désigne le représentant de la commune dans les instances de la société (Assemblée spéciale et Assemblée Générale) : Mme Caroline HAYCOX**

- Autorise ce représentant à accepter toutes les fonctions qui pourraient lui être confiées au sein de la société publique locale
- Autorise le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

## ➤ **6 : Intercommunalité : informations diverses**

Rapporteur : Isabelle RICHEUX

## ➤ **7 : Questions diverses :**

- DIA : Le Champ Rollet - C1202-1253-1423-1724-1439 - non bâti
- RDV de l'Agglo Terre d'échanges : rappel pour les inscriptions
- ARS : Actions de lutte contre les espèces végétales et animales à enjeux santé humaine – Désignation de référents territoriaux : Pascal L'HERMITTE
- PNR : M. Pascal L'HERMITTE informe le conseil municipal que le PNR est officiellement reconnu. Le syndicat de préfiguration disparaît et devient un syndicat de gestion
- Site multisports : M. Denis GOUPIL informe le conseil municipal qu'un devis a été demandé auprès de la société CAMA pour la pose de filets afin d'éviter l'envoi de ballons chez les administrés. Le devis n'est toujours pas établi malgré plusieurs relances. Un devis a également été demandé pour l'entretien du terrain multisports, il s'élève à 2 200.00€, à voir avec les agents techniques si cette prestation peut être réalisée en interne.
- Réunion : le 27/11/2024 à 18h45 (associations : photocopies + modalités d'établissement du calendrier N+1)
- Mutuelles communales : M. Frédéric PÉRON souhaite savoir où en est le dossier de conventions pour les mutuelles communales.
- Jumelage : M. Frédéric PÉRON indique au conseil municipal que la proposition de jumelage avec un village alsacien pourrait être portée par l'association Terres et Loisirs. Il est proposé qu'un Webinaire ait lieu entre tous les acteurs afin d'en échanger.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est déclarée close à 21h35

